

*Questions orales*

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, sachant comment le député opère au Manitoba, je suis sûr qu'il leur a aussi dit que le SRG était intégralement indexé. Je suis convaincu qu'il a mentionné l'impôt minimum qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier et la surtaxe imposée aux Canadiens à revenus élevés, quand il a parlé de justice. Je n'ignore pas ce que raconte le député au Manitoba, et je sais qu'il passe les mesures de cette nature sous silence. Je l'ai déjà vu à l'œuvre.

Le plus important, c'est de jeter un coup d'œil au déficit. Je peux répéter certaines déclarations du député. Je peux aussi lui rappeler que l'ancienne ministre de la Santé nationale et du Bien-être social avait déclaré que nous n'aurions pas autant d'argent pour les programmes sociaux si nous devions continuer à assumer le coût de ce déficit. En songeant à cette question, nous devons penser à l'avenir et pas seulement au présent. Le député devrait se demander ce qu'il adviendra si notre dette continue d'augmenter et si nous n'avons plus d'argent pour développer les programmes sociaux.

## L'UTILISATION DES RECETTES DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, je me félicite que le ministre ait vu ce que je faisais au Manitoba. Pour notre part, comme nous ne le voyons jamais au Manitoba, nous n'avons aucune idée de ce qu'il fait.

Le ministre m'a posé une question, mais je vais lui rendre la politesse. Peut-il expliquer à la Chambre pourquoi les personnes âgées vont perdre 3.7 milliards de dollars sur la pension de sécurité de la vieillesse et le SRG, alors que le gouvernement se permet de faire aux entreprises et à ses riches amis des cadeaux qui totalisent près de 14 milliards? N'est-il pas exact que tout cela n'a rien à voir avec la diminution du déficit, et que le gouvernement demande en fait aux personnes âgées de payer une partie du cadeau le plus cher qu'on ait jamais fait aux riches dans toute l'histoire de notre pays?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je comprends aisément pourquoi le député ne m'a jamais vu au Manitoba. C'est tout simplement parce qu'il n'est pas là pour me voir.

**M. Axworthy:** J'étais là-bas cette fin de semaine, mais pas vous.

**M. Epp (Provencher):** J'y étais les deux fins de semaine précédentes. En fait, si le député s'intéresse un peu aux adresses, il découvrira pourquoi certains d'entre nous savent qui vit au Manitoba et qui n'y vit pas.

**Des voix:** Bravo!

**M. Epp (Provencher):** Le député se plaît à évoquer la question de la lutte des classes. Il voudrais nous faire croire que c'est ce qui est en cause.

**M. Axworthy:** C'est précisément le cas.

**M. Epp (Provencher):** Une lutte des classes? Est-ce une lutte des classes pour les agriculteurs manitobains au nom desquels le député aborde parfois la question de la betterave à sucre? Est-ce que le fait que ces gens vont désormais pouvoir se servir de leur exploitation comme d'une pension a un rapport avec la lutte des classes? Est-ce une lutte des classes pour les petits patrons, les cols bleus et les autres Manitobains?

Visiblement, le seul objectif du député est de se constituer un petit capital politique dans un esprit partisan. En réalité, nous devons nous demander si l'on pourra . . .

**M. le Président:** A l'ordre. La réponse du ministre commence à être un peu longue.

[Français]

## LA DÉSINDEXATION DES PENSIONS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Au cours du dernier weekend, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a indiqué que les retraités n'étaient pas contents au sujet du budget; également au cours du dernier weekend, même les conservateurs de la Nouvelle-Écosse et du Manitoba ont indiqué qu'ils n'étaient pas contents au sujet du budget.

Les gens de l'Ouest m'ont demandé de poser la question suivante au premier ministre: Si la désindexation n'était pas correcte dans le passé avec les libéraux, pourquoi l'est-elle maintenant?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Nous avons, monsieur le Président, hérité d'une situation économique absolument effroyable, à un point tel que le coût des paiements des intérêts sur la dette nationale dépasse maintenant tous les paiements qui doivent être affectés aux programmes sociaux. Cela a pour effet, et il y a une dimension tragique là-dedans, de mettre en péril, si on n'est pas en mesure d'agir, l'avenir de nos programmes sociaux ici, à travers le Canada. Nous croyons, je pense . . . j'espère que nous avons raison, que la seule façon d'assurer l'avenir de nos programmes sociaux, c'est avec une économie en marche où de plus en plus de Canadiens et de Québécois travaillent. Les résultats annoncés vendredi indiquent que 70,000 nouveaux emplois ont été créés le mois dernier, 89,000 le mois avant; ce sont tout de même des nouvelles extraordinaires dans le domaine de la création d'emplois et c'est cette nouvelle richesse qui va nous permettre, espérons-le, de maintenir l'intégrité de tous nos programmes sociaux. C'est cela que nous voulons faire.

[Traduction]

## LE DOCUMENT DE TRAVAIL DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, depuis que le budget a été présenté on nous a donné toutes sortes d'excuses à ce sujet. D'abord, que tout le monde est d'accord sur ce que le gouvernement fait aux retraités. Les ministériels ont constaté que cela ne passerait pas. Ils ont ensuite dit qu'il n'y avait pas d'autre choix. Comme le premier ministre affirme que le gouvernement fait cela maintenant dans le budget parce qu'il a constaté que le déficit était plus important qu'il ne l'avait prévu, comment se fait-il que le gouvernement a déclaré encore à la fin de janvier, longtemps donc après avoir pris connaissance de la situation de la dette, dans un document qu'il a publié lui-même, qu'il n'y aurait pas de changement à la pension de sécurité de la vieillesse? Pourquoi nous a-t-on promis cela en janvier, pour faire marche arrière ensuite dans le budget?